

# Comprendre le phénomène Wilders

## Arjan Vliegenthart

*Homme politique néerlandais, élu en 2007 sénateur SP, rédacteur en chef du journal du bureau scientifique du Parti Socialiste (SP);*

## Hans van Heijningen

*Secrétaire général du Parti Socialiste néerlandais (SP);*

On dit que l'écrivain allemand Heinrich Heine (1797-1856) a affirmé que si une révolution devait éclater en Allemagne, il s'enfuirait aux Pays-Bas, car tout s'y produit avec cinquante ans de retard. Si on considère que cette idée a pu avoir une certaine pertinence au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle paraît aujourd'hui quelque peu dépassée. Non seulement les Pays-Bas sont bien en phase avec le réseau politique mondial, mais il semble également que, à certains égards, ils se sont montrés les pionniers dans de nombreuses circonstances politiques actuelles, que nous le voulions ou non. C'est assurément le cas en ce qui concerne la nouvelle vague de mouvements de droite radicale qui ont déferlé sur le continent européen au début de ce millénaire. Les Pays-Bas ont pris plus que leur juste part dans ces évolutions. Nous avons assisté à la montée rapide et la chute de Pim Fortuyn et de son mouvement au début des années 2000, puis à la montée de Geert Wilders et de son mouvement, dont l'audience électorale s'est considérablement accrue lors du scrutin national de 2010 où son Parti pour la liberté (PVV) a obtenu environ un sixième des voix, ce qui lui a donné une place centrale dans le paysage politique actuel. Bien que le PVV n'appartienne pas officiellement au gouvernement, il soutient activement le gouvernement minoritaire de démocrates-chrétiens et de libéraux de centre droit. En retour, le gouvernement a promis au PVV d'appliquer des politiques fermes en matière d'immigration et d'intégration. Comment s'explique le succès du PVV ? Dans quelle mesure est-ce propre au contexte européen ? Et quelle stratégie potentiellement efficace permettrait à

la gauche de s'opposer au programme de Wilders et de ses alliés ? C'est à ces questions que cet article va tenter de répondre.

### **Au-delà de la volatilité électorale, les raisons de la montée de la droite populiste**

Le politologue hollandais Arend Lijphart a qualifié la société néerlandaise et sa représentation politique de système basé sur des « piliers ». Pendant les vingt premières années après la Seconde Guerre mondiale, les Pays-Bas se sont divisés en différents groupes sociaux basés sur les classes et les divisions religieuses. Ces groupes avaient leurs propres journaux, leur radio, leurs entreprises et leurs organisations syndicales, féminines et de jeunesse, leurs activités culturelles et même leurs clubs de sport. Ces piliers de la société interagissaient peu : seuls les dirigeants politiques travaillaient ensemble, d'une manière raisonnablement constructive, pour faciliter la reconstruction d'une société déchirée par la guerre. Cela a conduit à un système politique dans lequel seul existait un échange limité de votes à chaque élection et où sociaux-démocrates, libéraux et démocrates-chrétiens se partageaient le pouvoir. Dans le même temps, le système ne laissait place à aucun adversaire sérieux de l'ordre politique existant, que ce soit à droite ou à gauche de l'échiquier politique.

Cette paralysie politique a cependant radicalement changé depuis les années 1970, lorsque des processus de sécularisation et d'émancipation ont remis en cause l'ordre social. Les mouvements étudiants, la seconde vague du féminisme, le mouvement pour la paix et un mouvement pour l'environnement croissant ont modifié l'offre politique. Cette volatilité a augmenté, aboutissant, pour la première fois en 1994, à un gouvernement sans les démocrates-chrétiens qui avaient toujours été le premier parti. La volatilité électorale s'est encore accrue au début des années 2000. Tout d'abord, Pim Fortuyn a développé la colère contre la classe politique existante, provoquant la politisation croissante des questions culturelles telles que la place de l'islam dans la société néerlandaise. Son assassinat, événement sans précédent dans l'histoire politique néerlandaise, n'a pas empêché son parti d'obtenir un sixième des votes en 2002 alors qu'il partait de zéro. Cependant, sans *leadership* sérieux, ce mouvement s'est effrité après sa mort, différents prétendants se disputant publiquement son héritage. Le balancier politique s'est orienté ensuite rapidement vers le Parti socialiste (SP), qui a remporté vingt-cinq sièges aux élections de 2006 avec un pourcentage de voix comparable à celui du parti de Fortuyn quatre ans plus tôt, triplant presque son score des précédentes élections générales. Ni les démocrates-chrétiens, qui avaient refait surface au début des années 2000, ni les sociaux-démocrates n'étaient prêts à entrer dans une coalition avec le PS et ils ont choisi un petit parti de coalition avec qui

former un gouvernement. Les élections de 2010 ont ensuite vu la montée de Geert Wilders et de son parti qui a bénéficié avant tout de la défaite écrasante des démocrates-chrétiens.

Ces taux de volatilité élevés ont conduit de nombreux commentateurs à affirmer que l'électorat néerlandais était à la dérive et que « les populistes » des deux extrémités du spectre politique avaient réussi à rallier les mécontents. Si de telles analyses sont peut-être en partie exactes, elles ne permettent pas de vraiment comprendre ce qui s'est passé aux Pays-Bas, et probablement également ailleurs en Europe. Sans essayer d'être totalement exhaustif, quelques tendances plus profondes attirent l'attention quand on veut comprendre les turbulences politiques de la dernière décennie.

En premier lieu, nous constatons l'émergence d'un nouveau clivage de la société néerlandaise, ou plutôt une reconfiguration de l'ancienne division de classe dans le cadre du processus d'europanisation et de mondialisation. Pour parler clairement, ces deux processus ont aiguïté le clivage entre « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas » dans la société néerlandaise. La partie de la population la plus instruite des Pays-Bas – qui a en général de meilleurs revenus et souffre moins du chômage lorsque l'économie est confrontée à des problèmes comme cela a été le cas au début des années 2000 et lors de la récente crise financière et économique – a un regard plutôt positif sur sa place dans la société et sur les défis de la restructuration économique dans le cadre d'un nouvel ordre économique. Elle considère donc la mondialisation et l'europanisation, telles qu'elles se présentent dans l'Union européenne, comme une évolution positive en ce sens que ces processus accroissent l'autodétermination et ouvrent de nouvelles perspectives aux Pays-Bas et à l'étranger. D'autre part, une grande partie de la population se débat face à ces évolutions. Elle voit des emplois disparaître vers l'Europe orientale ou l'Asie, alors qu'elle a du mal à en trouver de nouveaux. Elle considère alors la mondialisation et l'europanisation, et donc l'Union européenne, principalement comme une menace. Ce clivage, parmi d'autres, s'est ressenti lors du référendum de 2005 sur la Constitution européenne qui a été rejetée par une majorité des deux tiers de l'électorat. Il est clair qu'aux Pays-Bas les groupes ayant un revenu plus élevé avaient tendance à être plus favorables à la Constitution que les groupes à faible revenu.

La plupart des partis existants, libéral, social-démocrate ou démocrate-chrétien ont pendant un certain temps ignoré la montée de ce nouveau clivage et ont été choqués par les résultats du référendum, ayant tous fait campagne en faveur du « oui ». En général, nous constatons que ces partis célèbrent les bienfaits de l'intégration européenne et de la mondialisation sans s'intéresser aux doutes de nombreux citoyens néerlandais ni à la division croissante de la société néerlandaise entre ceux pour qui ces processus offrent de nouveaux défis et ceux qui y perdent. Cette attitude a ouvert la porte à de nouveaux mouve-

ments politiques centrés sur l'inquiétude de nombreux membres de la société. Combiné aux processus de sécularisation et d'émancipation, ainsi qu'aux politiques néolibérales qui mettent l'accent sur l'intérêt de l'individu plutôt que celui la société dans son ensemble, cela a permis à des partis comme le PVV de Geert Wilders de trouver leur place dans la vie politique néerlandaise.

Curieusement, Geert Wilders, autrefois membre du Parti libéral néerlandais (VVD), a commencé comme dissident au milieu des années 2000 avec une position qu'on peut qualifier de libertaire économique. Wilders a préconisé, entre autres, la suppression du salaire minimum et, en ce qui concerne les embauches et les licenciements, l'assouplissement des lois protégeant le travail contre les licenciements. Mais le PVV a progressivement modifié complètement son programme socio-économique. Au cours de la campagne de 2010, Wilders a fait campagne pour le salaire minimum et contre toute modification de la législation protégeant les travailleurs contre des licenciements sommaires. Il a déclaré, par ailleurs, que son parti ne participerait à aucun gouvernement qui ne modifierait pas l'âge de départ à la retraite de 65 ans, promesse à laquelle il a toutefois renoncé quelques heures après la clôture du scrutin. Avec ces positions, généralement considérées comme étant de gauche, le PVV a activement recherché le soutien des travailleurs qui redoutaient les conséquences de la mondialisation. Le PVV a donc également fait campagne contre l'Union européenne, qu'il considère être le projet d'une élite, portant atteinte à la souveraineté néerlandaise et ne profitant qu'à un petit nombre de personnes. En outre, sur les questions comme la santé et l'éducation, il a pris position en faveur des salariés de ces secteurs.

Ces positions semblent avoir contribué de façon importante à la popularité du PVV. Si l'on ajoute les vives critiques de l'islam et les problèmes liés à ce que Wilders nomme « immigration de masse », le PVV a précisément mesuré ce que ressent une grande partie de l'électorat néerlandais. Wilders semble avoir capté les sentiments d'anxiété économique et culturelle dans le contexte des guerres contre le terrorisme et du fameux choc des civilisations de l'après 11 septembre, associant la peur de l'Islam, le sentiment d'insécurité publique face aux comportements antisociaux de jeunes migrants, à la position marginale des femmes et des gays dans la religion islamique, et la peur des étrangers en général en période d'insécurité. Même si la position anti-Islam a probablement, et non sans raison, attiré davantage l'attention dans le débat public en Europe, cela ne suffit pas à expliquer son succès. Cela semble plutôt être la combinaison de deux éléments imprégnés d'une rhétorique de l'aliénation – qui s'oppose à une élite néerlandaise préoccupée de ses propres intérêts, mais laissant de côté les secteurs oubliés de la société –, qui ont donné à Wilders l'élan qu'il recherchait quand il a quitté les libéraux néerlandais. Bien que membre du Parlement pendant 13 ans, il a réussi à se donner l'image d'une figure *anti establishment* d'opposition à l'élite politique de droite et de gauche prête à brader les Pays-Bas.

## Les promesses non tenues de Wilders et la politique néerlandaise

Les raisons du succès du PVV exigent une réponse intelligente de la part de la gauche. Il est trop facile de se focaliser uniquement sur la position anti-Islam et anti-immigration du PVV. Ce qu'il faut plutôt, c'est une approche qui, d'une part, travaille sérieusement les raisons qui expliquent le succès de Wilders (et donc les points aveugles des autres partis politiques), et, d'autre part, cherche activement des réponses aux espoirs et aux craintes de nombreux Néerlandais qui ne se sentent pas pris au sérieux par les représentants politiques de La Haye.

À cet égard, le fait que le PVV soutienne l'actuel gouvernement minoritaire des libéraux et des démocrates-chrétiens est un bon point de départ pour montrer ce qu'est vraiment le PVV lorsqu'il s'agit de réaliser concrètement ses promesses sociales. Nous constatons que, durant les quatre premiers mois de ce gouvernement, le PVV a rompu avec plus d'une soixantaine de ses promesses et a même voté en complète contradiction avec son programme électoral. Il soutient désormais la privatisation obligatoire des transports publics locaux dans les grandes villes et a voté contre des salaires chapeaux pour les dirigeants des services de santé – politique qu'il a toujours défendue dans le passé. On note aussi un début de déception chez les chauffeurs de bus et les salariés de la santé qui considéraient précédemment le PVV comme une alternative aux partis existants. Et, même si c'est récent, il est étonnant que le PVV, contrairement aux élections antérieures telles que les élections européennes de 2009, ait été incapable de mobiliser son électorat lors des élections provinciales de mars 2011<sup>1</sup>. Nous ne savons pas encore s'il y a un lien entre les promesses non tenues du PVV et cette baisse de soutien, mais il semble que la popularité du parti décline quelque peu.

De ce point de vue, le défi n'est pas seulement de montrer quelles promesses de son programme social le PVV n'a pas réalisées, mais aussi de travailler sérieusement sur ce programme social qui est dans une large mesure la copie de celui de partis tels que le nôtre, faisant nôtre le combat de ces gens. Mais ce ne peut être efficace que si nous montrons, dans le même temps, que ce combat mérite d'être mené. À cet égard, le défi consiste à trouver des exemples où les luttes sociales ont permis d'aboutir et de parvenir à des améliorations.

Il faudrait faire la même analyse sérieuse du programme de lutte contre l'islam. Nous constatons que Wilders a su influencer le débat national sur cette question, mais que sa réussite en matière de réalisations politiques ne sera probablement pas aussi impressionnante. Ce qu'il faut démontrer, c'est que l'islam n'est pas le problème et que même si tous les musulmans devenaient catholiques, les problèmes perdureraient. Au lieu de cela, il faut une stratégie d'aide effective à l'intégration des nouveaux arrivants dans notre société. Cela comprend un logement décent et un bon système d'éducation. Mais dans ce

cas, il faut aussi démontrer qu'une telle stratégie alternative est plus efficace que ce que propose Wilders. À cet égard, les partis de gauche de toute l'Europe doivent apprendre les uns des autres, établir les situations critiques où ils ont fait la différence et développer des alliances pour un avenir meilleur avec les gens qu'ils veulent représenter. Cela signifie que nous devons repérer les intérêts fondamentaux des gens ordinaires, lutter ensemble pour défendre ces intérêts et montrer qui est de leur côté et qui ne l'est pas. Si les gens vous reconnaissent comme leur allié, ils sont prêts à discuter avec vous du côté obscur du populisme de droite et de la xénophobie. Il ne faut pas commencer par prêcher, il faut être concret.

### Notes

1) Le PVV a obtenu 12,4 % aux élections provinciales de mars 2011. Il avait obtenu 17 % aux élections européennes de 2009.